

Depuis la rentrée 2018, alors que la réforme Blanquer se met en place dans les lycées, le nombre d'élèves ne cesse d'augmenter (presque 100 000 élèves en plus sur trois ans dans le 2<sup>nd</sup> degré). Dans le même temps, les suppressions de postes atteignent la moyenne de 2 000 ETP (équivalent temps plein) / an, entraînant une envolée des heures supplémentaires et du nombre d'élèves par classe. Cette politique d'austérité menée par le gouvernement tout particulièrement dans l'éducation nationale, touche de plein fouet l'académie de Lille, pourtant en proie à des difficultés économiques et sociales réelles, qui se retrouve – comme à son habitude – saignée dans l'attribution de ses moyens. Et oui, pour la énième année, **Lille figure sur la 1<sup>re</sup> marche du podium des suppressions de postes** notamment dans le 2<sup>nd</sup> degré. Alors que l'académie attend presque 200 élèves supplémentaires, c'est bien **139 ETP qui sont supprimés dans les lycées de l'académie**. « La réforme du lycée se fera à moyens constants et sans suppressions de postes nous avait-on dit ! » Les promesses n'engagent décidément que ceux qui y croient !

À Condorcet, le rectorat sous-évalue de façon systématique depuis au moins cinq ans nos effectifs, plus particulièrement ceux de seconde. Au total, sur tous les niveaux, c'est l'équivalent d'une division qui n'est pas prévue et donc pas financée (+/-35 élèves au total) pour la rentrée 2020. Hélas, si ce tour de passe-passe permet de diminuer notre dotation (moins 13 heures poste), les élèves artificiellement soustraits de notre public scolaire, ne manqueront pas de réapparaître dans nos classes en septembre. Dans le même temps, notre enveloppe d'heures supplémentaires explose dégradant les conditions de travail des collègues et imposant aux collègues un chantage inacceptable : soit prendre davantage d'heures supplémentaires et améliorer – à la marge – les conditions de travail des élèves, soit les refuser – comme c'est leur droit (au-dessus de deux) – et subir des effectifs chargés et des conditions de travail dégradées à la fois pour les élèves et eux-mêmes.

Concernant l'offre de formation, l'avenir de nos options (artistiques, linguistiques, sportives, technologiques...) est clairement menacé. Là encore, le rectorat, en ne financant pas de manière explicite ces options contraints les équipes à faire des choix : soit remplir davantage les classes et renoncer à enseigner, même occasionnellement, devant des groupes à effectifs réduits, soit renoncer aux options et dégager des heures pour le travail en petits groupes dans les autres matières. Ce cynisme et cette hypocrisie atteignent leur paroxysme quand on nous enjoint de mieux préparer nos élèves à l'expression orale (langues, lettres, et désormais le « grand oral » comptant pour 1/10<sup>e</sup> du nouveau baccalauréat).

Au-delà du fait que les conditions de rentrée ne sont pas réunies pour qu'elle se déroule correctement, cette motion appelle par nos votes, à contester la politique d'austérité qui l'inspire. Rappelons enfin que notre rôle d'élus est aussi de défendre nos conditions de travail (et par conséquent, celles de nos élèves). Aussi, sauf à espérer inconsidérément passer entre les gouttes à titre individuel, nous appelons l'ensemble de la communauté éducative (enseignants, élèves, parents) à se mobiliser à nos côtés, y compris par le recours à la grève (faute d'avoir trouvé mieux pour se faire entendre... par des sourds) !

*« Celui qui n'a pas pris part au combat, partagera la défaite. Il n'évite pas le combat, celui qui veut éviter le combat, car il combattra pour la cause de l'ennemi, celui qui n'a pas combattu pour sa propre cause »*

*Berthold Brecht.*